

La Guadeloupe, Un problème douloureux mais simple que l'on rend complexe.

En effet, l'intérêt individuel qui s'oppose à l'intérêt collectif, est-il un problème complexe ou simplement une réalité de la vie d'aujourd'hui ?

Les exploités s'appellent là-bas « békés », mais en métropole il existe de nombreux békés.

Ce sont les mêmes, la différence réside dans le contexte racial, qui prédomine après trois siècles d'esclavage et 60 ans d'assimilation, pour la majeure partie de la population.

Il est relativement facile de régler ces 40 % de revenus supplémentaires pour les fonctionnaires venant en Guadeloupe, pour tenir les postes de décision, alors que les diplômés locaux, en ont assurément la capacité.

Sachant que la sphère publique verse 41% des rémunérations totales, il devient plus complexe de proposer des solutions économiques qui permettraient à l'île d'obtenir une relative autosuffisance.

Selon l'INSEE en 2004, 115 000 salariés rémunérés par 12 500 établissements ont perçu une masse salariale brute représentant 0,5% de la masse salariale globale de la France, la région se situe par conséquent dans les dernières régions devant la Martinique, la Corse et la Guyane.

L'Europe sur ce point a une grande part de responsabilité, lorsqu'elle a décidé de s'aligner sur l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), concernant l'un des produits phares, la banane.

Alors que du fait du principe de favoriser les produits nationaux, l'exploitation de ce fruit est génératrice de milliers d'emplois, son abandon, afin de permettre une liberté du commerce sans entrave, a permis aux divers trusts agroalimentaires, particulièrement américain, en employant une main-d'oeuvre sud-américaine ou africaine 10 fois moins rémunérée, d'obtenir l'ouverture du marché hexagonal au détriment du département.

Aujourd'hui ce seul point représente 3 500 suppressions d'emplois et plus de 1500 emplois induits.

Les quelques subsides versés en échange, n'ont jamais fait que retarder cette dégradation qui s'avère désastreuse.

Cette Europe de l'argent rejetée par les Français, les Irlandais, a tué la source de revenus la plus importante de l'île.

S'il est parfois évoqué le terme d'indépendance, ce n'est qu'une forme de refus de la situation, qui n'a pas la moindre chance de prospérer au sein d'une population, bien consciente qu'elle ne ferait que transférer le pouvoir actuel en d'autres mains, pas toujours aussi désintéressées qu'il y paraît.

Il n'empêche que 55 % de chômage dans la population la plus jeune en âge de travailler, est le premier des problèmes à résoudre, car, que peut faire un homme jeune à la fois plein de vitalité et de désespoir ?

Comme dans les cités de France, il accumule les rancœurs !

Les solutions existent dans un monde aujourd'hui sous le coup d'une crise, particulièrement dure pour une majorité, mais profitable pour d'autres, qui trouvent leur bonheur dans une récession qui leur permet de faire leurs achats à bon compte.

Les crises économiques font grossir les fortunes en éliminant les gêneurs et les imprudents, favorisant ainsi les regroupements.

Ce ne sont pas des revendications qui s'expriment aujourd'hui, mais une volonté nouvelle de vivre autrement.

Par-delà les 200 € particulièrement réducteurs, sil'on ne fait que s'y arrêter, il faut prendre en compte les 10 chapitres des propositions faites par le mouvement LKP, qui portent tant sur le niveau des conditions de vie, bien sur, mais aussi sur l'éducation, les énergies, la santé, l'agriculture et la pêche et l'aménagement du territoire.

Ces propositions sont le reflet de l'expression majoritaire des Guadeloupéens, c'est une nouvelle relation entre les hommes qui est ainsi proposée.

Il ne faut pas non plus oublier le devoir de mémoire, concernant les victimes de mai 1967 à Pointe-à-Pitre, qui vont de 80 pour le préfet de l'époque à plus de 200 pour d'autres, sans que l'on puisse connaître à ce jour vraiment la réalité.

Charonne et ses quatre morts pour défendre la liberté d'un peuple, où Pointe-à-Pitre pour défendre celle d'un département, sont l'un comme l'autre, une honte pour notre république, lorsque le pouvoir en place, par ses agissements ,engendre des victimes.

Reconnaître ses erreurs, permet parfois d'apaiser certaines souffrances, ne pas le faire conserve, et exacerbe les rancœurs.

La « pwofitasyon » (profitation ou exploitation), c'est l'exportation outrancière.

L'outrance est dans quel camp ?

Assurément dans celui qui refuse tout changement pour s'arc-bouter sur des privilèges qui ne sont pas mineurs.

Le « liyannaj » qui correspond à lier, relier relayer, prend toute son importance contre la « pwofitasyon ».

C'est en réalité à la fois un cri et un message à usage planétaire.

Philippe JURAVER